

**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



République centrafricaine (RCA)

Rapport d'achèvement :

**Document de stratégie intérimaire conjointe (DSIC) 2007-2008 de la
Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale**

DÉPARTEMENT RÉGIONAL CENTRE (ORCE)

OCTOBRE 2008

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES	i
LISTE DES TABLEAUX	i
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	ii
I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE ET DEVELOPPEMENTS RECENTS	1
Evolution de la situation politique et sécuritaire	1
Evolution de la situation économique et sociale	2
III. MISE EN OEUVRE DU DSIC ET RESULTATS REALISES	4
Réalisation des objectifs stratégiques et résultats spécifiques du DSIC	4
Réalisation des activités prévues par la Banque et la BM	6
Questions liées à l'allocation des ressources	8
Gestion du portefeuille	8
Coordination et harmonisation de l'aide au développement	9
Suivi et évaluation de l'assistance du Groupe de la Banque dans le cadre du DSIC	9
Questions liées au dialogue	9
IV. PERFORMANCE DE LA BANQUE, LA BM ET LA RCA	10
Performance de la Banque et de la BM	10
Performance de la RCA	10
V. LECONS POUR LA PROCHAINE STRATÉGIE	10
Leçons pour la Banque et la BM	10
Leçons pour le Gouvernement	11
VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATION	12
Conclusion	12
Recommandation	12
Annexe 1: Matrice de suivi des résultats du DSIC	13
Annexe 2: Principaux indicateurs économiques et financiers	16
Annexe 3: Operations en cours du Groupe de la Banque	20
Annexe 4: Indicateurs de performance et de gestion du portefeuille de la Banque	21
Annexe 5 : Evaluation de l'efficacité de l'aide au développement en 2007	22
Annexe 6 : Progrès vers les OMD	23

Le présent rapport d'achèvement a été rédigé à la suite d'une mission effectuée à Bangui du 27 mars au 10 avril 2008, conduite par M. I. Koussoube, Lead économiste, ORCE, M. A. Gahungu, Représentant résident, CMFO, M. M. Diagne, Economiste pays supérieur, ORCE, et M. A. Portella, Consultant, ESTA. Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de M. J.M. Gharbi, Directeur, ORCE (poste 2060) et M. M. Diagne, Economiste pays supérieur, ORCE (poste 3043).

LISTE DES ACRONYMES

AEPA	: Approvisionnement en eau potable et assainissement
BM	: Banque mondiale
CEMAC	: Communauté économique et monétaire des Etat de l'Afrique centrale
CFAA	: Evaluation des responsabilités financière dans le pays
CTP-PAS	: Comité technique permanent de suivi des programmes d'ajustement structurel
DCPES	: Document cadre de politiques économiques et sociales
DSIC	: Document de stratégie intérimaire conjointe
DSPPC	: Document de stratégie de partenariat pays conjointe
DSRP	: Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAD	: Fonds africain de développement
FPPC	: Facilité en faveur des pays post-conflit
FRPC	: Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
IDH	: Indice de développement humain
IPTE	: Initiative pays pauvres très endettés
ITIE	: Initiative pour transparence dans les industries extractives
LICUS	: Pays à bas revenu sous stress
MEPCI	: Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale
MFB	: Ministère des finances et du budget
OMD	: Objectifs du millénaire pour le développement
PARCPE	: Programme d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique
PARE	: Programme d'appui aux réformes économiques
PIB	: Produit intérieur brut
PSEGV	: Projet de promotion socio-économique des groupes vulnérables
PSES	: Projet d'urgence SIDA, Education, Santé
PURISU	: Projet d'urgence d'infrastructures et d'entretien des services urbains
RCA	: République centrafricaine
RIBSUP	: Programme de renforcement et de mise en place d'institutions
UE	: Union européenne
UC	: Unité de compte

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Principaux indicateurs macro-économiques, 2004-2009

Tableau 2 : Eventualité d'atteindre les OMD

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. La Banque africaine de développement (Banque) et la Banque mondiale (BM) ont élaboré le Document de stratégie intérimaire conjointe (DSIC) 2007-2008 avec comme but d'aider la République centrafricaine (RCA) à se redresser et à jeter les bases d'une croissance économique soutenue et partagée. A cet effet, le DSIC comportait *deux piliers*: (i) appuyer le redressement économique, ainsi que le renforcement de la gouvernance et des capacités techniques dans le secteur public ; et (ii) appuyer le développement humain en mettant un accent particulier sur les pauvres. Pour assurer le suivi de la mise en œuvre du DSIC, la Banque et la BM ont élaboré une Matrice des résultats qui comprend cinq (5) objectifs et treize (13) résultats qu'elles espèrent influencer à l'horizon 2008, ainsi que vingt deux (22) activités (11 pour la Banque et 12 pour la BM) qu'elles s'engagent à mettre en œuvre. L'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du DSIC sera basée sur cette Matrice des résultats.

2. **Le DSIC a partiellement atteint son but** qui est d'aider la RCA à se redresser et à jeter les bases d'une croissance économique soutenue et partagée. En effet, même si l'économie est sur la pente du redressement, le niveau de croissance (4,1% en 2006-2007) demeure faible dans le contexte d'un pays post-conflit généralement caractérisé par une croissance à deux chiffres, et la situation socio-économique des populations reste préoccupante avec une incidence de la pauvreté estimée à plus de 67% et un faible IDH qui place la RCA au 171^e rang sur 177 pays en termes de revenu, de santé et d'éducation.

3. **Pilier I** : Ce pilier comprenait trois objectifs stratégiques que sont l'augmentation du volume d'aide extérieure pour soutenir la reprise, l'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité du secteur public, et la facilitation et l'appui à la relance des secteurs clés. Des avancées significatives ont été accomplies notamment au niveau de l'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité du secteur public. Concernant les six résultats spécifiques que la BM et la Banque espéraient influencer à l'horizon 2008, quatre ont déjà été réalisés (apurement des arriérés extérieurs de la RCA vis-à-vis des institutions multilatérales, atteinte du point de décision de l'IPTE, contrôle des avances de la trésorerie pour des dépenses non salariales par la justification des dépenses faites, et adoption d'un plan d'actions basé sur l'évaluation institutionnelle du secteur minier et initiation du processus d'adhésion à l'ITIE), un autre (élaboration des conventions types pour le secteur des mines et de l'énergie) devrait être réalisé d'ici la fin de l'année 2008, et le dernier (réduction de la durée du voyage entre Douala et Bangui) ne pourrait être réalisé qu'à partir de 2010-2011 (cf. Annexe 1). Cependant, il est important de noter que les deux résultats spécifiques que le DSIC s'est fixés dans le domaine de la gouvernance et du renforcement des capacités du secteur public (contrôle des avances de la trésorerie pour des dépenses non salariales, et élaboration de conventions types pour le secteur des mines et de l'énergie) ne reflètent pas entièrement les progrès significatifs qui ont été accomplis au titre de cet objectif stratégique. Aussi, les deux résultats spécifiques prévus pour la relance des secteurs clés de l'économie centrafricaine (réduction de la durée du voyage entre Douala et Bangui, et adoption d'un plan d'actions basé sur l'évaluation institutionnelle du secteur minier et initiation du processus d'adhésion à l'ITIE) sont insuffisants pour atteindre l'objectif stratégique visé.

4. **Pilier II** : Ce pilier avait comme objectifs stratégiques le rétablissement et la consolidation du capital social et des capacités au niveau des communautés, et la reprise de la prestation des services sociaux. Le pilier II a enregistré des résultats importants qui sont néanmoins en deçà des énormes besoins du pays durant la période post-conflit. S'agissant des sept résultats spécifiques que la BM et la Banque espéraient influencer à l'horizon 2008, trois ont été réalisés (réinsertion socioéconomique de 7 500 ex-combattants, amélioration des aptitudes de la communauté et des acteurs à jouer un rôle efficace dans l'élaboration et la mise en œuvre du DSRP, et recours renforcé aux services d'écoute-conseil et de dépistage volontaires), deux sont en cours de réalisation (réalisation de 80 micros projets, et réalisation des travaux publics dans trois banlieues de Bangui), et un n'a pas été réalisé (réhabilitation des dix ponts en Mbomou et en Haute Mbomou). Pour ce qui est du maintien et de l'amélioration de la Phase II du statut sécuritaire de l'Organisation des nations unies (ONU), il a été réalisé à Bangui mais pas dans l'ensemble du pays. Par ailleurs, la pertinence du choix de ce résultat spécifique ne semble pas évidente puisque le secteur sécuritaire, qui est appuyé par le Système des Nations unies, n'est pas directement pris en compte par le DSIC.

5. **Performance de la Banque et la BM** : L'élaboration du DSIC a été un exercice de collaboration étroite entre la Banque et la BM, qui a permis aux deux institutions de capitaliser sur leur complémentarité pour apporter une réponse homogène aux préoccupations de la RCA. Les deux institutions ont également appliqué le principe de sélectivité en s'attaquant aux contraintes les plus sévères que sont la restauration des capacités de l'Etat ainsi que des services sociaux de base. Cependant, une insuffisance de la performance de la Banque et la BM dans le cadre de la préparation du DSIC réside dans le choix des résultats spécifiques qui sous-tendent les cinq objectifs stratégiques du DSIC. En effet, ce choix n'a pas été entièrement satisfaisant puisque la réalisation de ces résultats spécifiques n'a pas permis d'atteindre certains objectifs stratégiques du DSIC. La performance de la Banque et la BM dans la mise en œuvre du DSIC a été quant à elle satisfaisante. En effet, la Banque et la BM ont globalement tenu leurs engagements pris dans le cadre du DSIC, et ont même réalisé des opérations additionnelles qui n'étaient pas prévues dans le DSIC comme le financement supplémentaire (3,797 millions d'UC) du Programme d'appui aux réformes économiques (PARE) en décembre 2007, et le PARE II (6,5 millions d'UC) prévue en septembre 2008 par la Banque, et le don LICUS (Pays à bas revenu sous stress) qui est un appui d'urgence (2 millions de dollars EU) en mars 2008 et l'appui aux réformes économiques et à la gouvernance (8 millions de dollars EU) en mai 2008 par la BM. Les principaux facteurs qui ont contribué à cette performance sont la collaboration entre la Banque et la BM, et la capacité des deux institutions à rester à l'écoute du pays et à répondre avec célérité aux urgences de cet Etat fragile.

6. Concernant la performance des portefeuilles de la Banque et la BM, elle a été jugée satisfaisante par les missions de supervision respectives des deux institutions et la mission de revue conjointe de mars-avril 2008. Cependant, les principales difficultés liées à la mise en œuvre des projets sont : (i) les insuffisances du système de passation de marchés de la RCA; (ii) l'offre limitée sur le marché local et l'absence d'expertise locale dans certains domaines ; (iii) le coût élevé de certains intrants comme le ciment pour les ouvrages à construire ou à réhabiliter; (iv) les lenteurs dans le démarrage et les glissements dans le calendrier d'exécution des projets ; et (v) la présence jugée encore insuffisante de la BM et la Banque en RCA. L'élaboration du plan de suivi des actions en instance, l'organisation dorénavant de la revue conjointe Banque-BM

pendant la période des réunions du Comité National Stratégique (CNS) de mise en œuvre du DSRP, et l'opérationnalisation du nouveau code des marchés publics pourraient contribuer au renforcement de la performance des portefeuilles.

7. Les leçons tirées du DSIC, qui sont relatives à la nécessité de renforcer les articulations entre les résultats spécifiques et les objectifs stratégiques au niveau des piliers, de passer d'une logique d'urgence à une logique de relance économique, de consolider la paix et la sécurité, et de renforcer la capacité d'absorption et l'appropriation des réformes par la RCA, vont enrichir la réflexion sur la nouvelle stratégie conjointe de la Banque et la BM en RCA pour la période 2009-2013. Cette nouvelle stratégie s'inscrit dans une phase de renforcement de la croissance économique et de réduction de la pauvreté, prochains défis pour la RCA dans le cadre du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

I. INTRODUCTION

1.1 Le Rapport d'achèvement du Document de stratégie intérimaire conjointe (DSIC) 2007-2008 de la Banque africaine de développement (Banque) et de la Banque mondiale (BM) en République centrafricaine (RCA) a pour objectif d'évaluer les résultats, la pertinence et l'impact du DSIC, et de tirer les leçons pour le nouveau le Document de stratégie de partenariat pays conjointe (DSPPC) qui prendra la relève du DSIC à partir de 2009.

1.2 Le DSIC 2007-2008 a été approuvé le 20 décembre 2006 par les Conseils d'administration de la Banque, qui ont apprécié l'approche coordonnée des partenaires au développement, depuis leur réengagement en RCA sous l'impulsion de la Banque et la BM. Conformément aux recommandations des Conseils, les deux institutions ont poursuivi leur collaboration dans la mise en œuvre du DSIC, à travers, notamment la préparation du Programme d'appui aux réformes économiques I (PARE I) en 2007 avec une matrice commune des mesures, la revue conjointe du DSIC en mars-avril 2008, la préparation du PARE II en 2008 avec des missions de préparation conjointes et une matrice commune, et l'élaboration en cours du DSPPC 2009-2013. Cette collaboration a été saluée par le Gouvernement comme un exemple d'harmonisation à poursuivre.

1.3 Le Rapport d'achèvement du DSIC été préparé à l'issue d'une mission conjointe de la Banque et la BM effectuée en RCA en mars-avril 2008. Le DSIC étant une stratégie intermédiaire, les procédures de la BM ne prévoient pas la préparation de rapport d'achèvement. Par conséquent, ce rapport préparé par la Banque prendra en compte les actions de la BM dans le cadre du DSIC.

1.4 Le Rapport comprend : (i) l'introduction ; (ii) le contexte et les développements récents en RCA ; (iii) la mise en œuvre du DSIC et les résultats ; (iv) la performance de la Banque et de la RCA ; (v) les leçons pour la prochaine stratégie ; et (vi) les conclusions et recommandations.

II. CONTEXTE ET DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

Evolution de la situation politique et sécuritaire

2.1 *La situation politico-sociale et sécuritaire s'est nettement améliorée en 2007-2008 mais reste préoccupante.* Suite à la signature des accords de paix entre le Gouvernement et la rébellion de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) en avril 2007, des progrès ont été enregistrés dans la préparation du Dialogue politique inclusif entre les principaux partis politiques et les leaders militaires. Le Comité préparatoire du Dialogue politique inclusif a terminé ses travaux en fin mars 2008. Il a soumis ses recommandations pour la tenue des assises du Dialogue sur les trois thèmes suivants : la gouvernance, la sécurité et le développement socio-économique. Par ailleurs, le Comité de réforme du secteur sécuritaire (RSS) a organisé du 14 au 17 avril 2008 un séminaire national sur la RSS qui a permis de définir un chronogramme des actions à entreprendre dans le court et moyen terme. Avec l'imminence des assises du Dialogue politique inclusif, le gouvernement a signé en mai 2008, un accord de paix avec l'Armée du peuple pour la restauration de la démocratie (APRD), le seul groupe rebelle partie prenante du Dialogue qui n'avait pas encore signé un accord de cessez le feu.

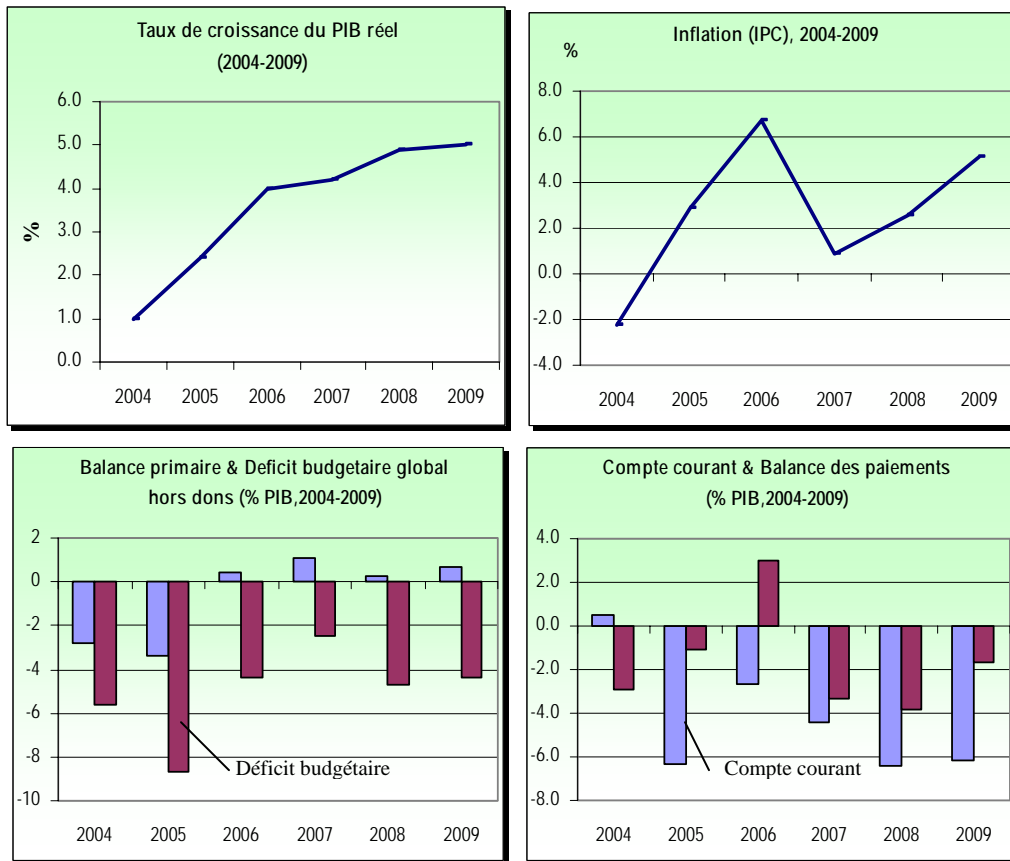
2.2 Sur le plan régional, le déploiement de la force internationale (MINURCAT) dont l'objectif est d'aider à créer les conditions de sécurité pour un retour volontaire et durable des réfugiées et personnes déplacées au nord de la RCA et à l'est du Tchad, accuse du retard. En revanche, la force européenne EUFOR Tchad/RCA qui opère sous les auspices de la MINURCAT est en place depuis février 2008.

Evolution de la situation économique et sociale

2.3 Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) 2008-2010 de la RCA était en cours de rédaction lors de la préparation du DSIC en 2006. Durant cette période intérimaire, le Gouvernement avait élaboré un Document cadre de politiques économiques et sociales (DCPES) qui lui permettait de définir ses programmes de réforme et d'orienter le dialogue en matière de politique économique avec ses partenaires au développement, notamment au cours de la phase critique de réengagement des partenaires multilatéraux. Le DSRP 2008-2010 a été finalisé avec l'appui de la Banque, et présenté aux partenaires lors de la Table ronde de Bruxelles en octobre 2007. Les quatre piliers du DSRP sont : (i) *restaurer la sécurité, consolider la paix et prévenir les conflits* ; (ii) *promouvoir la bonne gouvernance et l'Etat de droit* ; (iii) *rebâtir et diversifier l'économie* ; et (iv) *développer le capital humain*. ***Ces quatre piliers du DSRP recourent parfaitement les quatre thèmes centraux du DCPES.***

2.4 Depuis la mise en œuvre du DCPES en 2006, ***la situation macroéconomique est en voie d'amélioration*** en termes de croissance du PIB (de 2,2% en 2005 à environ 4,2% 2007), de maîtrise de l'inflation (de 2,9% en 2005 à 0,9% en 2007), et d'amélioration de la position budgétaire (la balance primaire est passée de -3,6% du PIB en 2005 à +1,1% du PIB en 2007 et le solde budgétaire global hors dons est passé de -8,7% environ du PIB en 2005 à -2,5% en 2007). La RCA a ainsi amélioré sa performance dans le cadre de la convergence économique dans la zone CEMAC, en remplissant les deux critères de 1^{er} rang relatifs au solde budgétaire de base et à l'inflation, et en réduisant les arriérés accumulés sur la dette extérieure et intérieure. Le retour progressif à la stabilité sociopolitique, la reprise dans les secteurs minier et forestier, la relance de la production vivrière ainsi que l'amélioration des circuits de distribution avec l'aménagement de quelques routes et pistes rurales, et le renforcement du secteur de la téléphonie mobile avec l'entrée d'un nouvel opérateur sont les facteurs explicatifs de cette performance.

2.5 Malgré ces avancées, la RCA ne semble pas être en mesure d'atteindre les résultats attendus du DSRP en termes de croissance (8% en 2010) et de réduction de la pauvreté (56,6 % en 2010). En effet, la croissance reste à un niveau relativement faible dans un contexte post-conflit généralement caractérisé par une croissance à deux chiffres. Par ailleurs, la mobilisation des recettes fiscales reste faible (7,3% du PIB) en raison de plusieurs facteurs dont les plus importants sont les faiblesses de l'administration douanière et une évasion fiscale importante, en particulier dans le secteur minier. Ainsi, ***la situation des finances publiques est extrêmement fragile en 2008***, et la RCA est confrontée à un risque d'accumulation d'arriérés envers la Banque et la BM. La balance des paiements s'est détériorée, passant de -1,1% du PIB en 2005 à -3,3% du PIB en 2007 même si le déficit du compte courant (dons compris) s'est atténué (de 6,3% du PIB en 2005 à 4,4% du PIB en 2007). Cette situation nécessite la poursuite des réformes pour une mobilisation accrue des recettes propres et des ressources extérieures additionnelles.

Tableau 1 : Principaux indicateurs macro-économiques, 2004-2009

2.6 Concernant le climat des affaires, le rapport 'Doing Business' de la BM indique que la RCA a reculé de la 167^{ème} place sur 175 en 2007 à la 177^{ème} place sur 178 pays en 2008, ne devançant que la RDC. Ce recul dans le classement 'Doing Business' est dû au fait que les avancées dans la promotion de l'investissement et du secteur privé ont été moins importantes en RCA que dans les autres pays concernés.

2.7 *Les indicateurs sociaux de la RCA restent globalement en deçà des moyennes de la CEMAC et du continent.* La RCA se situe au 171^{ème} rang sur 177 pays en ce qui concerne l'Indice de développement humain (IDH). Par ailleurs, l'incidence de la pauvreté continue de toucher plus de deux tiers de la population et il est improbable que la RCA puisse réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015 (cf. Annexe 6).

2.8 Le Gouvernement est confronté à la pression des syndicats qui réclament le paiement de 6 mois d'arriérés de salaires et la levée du gel sur les augmentations de salaires mis en place depuis 1985. Par ailleurs, dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC), le Gouvernement a procédé en juin 2008 à un ajustement des prix administrés des produits pétroliers qui vise à supprimer graduellement les subventions pour tous les produits pétroliers sauf le pétrole lampant, générant ainsi des ressources additionnelles pour le budget estimées à 3 milliards de francs CFA en 2008. Cette mesure qui s'est traduite par une augmentation du prix à la pompe de 15% pour le Super, de 12% pour le Gasoil, de 22% pour le Fuel, et de 32% pour le Pétrole lampant, va affaiblir davantage le pouvoir d'achat des ménages

qui est rudement éprouvé par la flambée des prix des produits alimentaires. Pour faire face à cette situation, le Gouvernement a pris des mesures d'accompagnement portant sur la réduction de la TVA de 19% à 5% pour les denrées de première nécessité et les matériaux de construction; la réduction de la retenue d'impôt sur les revenus et les sociétés de 5% à 2% ; et la surveillance des prix des produits de première nécessité.

III. MISE EN OEUVRE DU DSIC ET RÉSULTATS RÉALISÉS

3.1 La Banque et la BM ont élaboré le DSIC avec comme but d'aider la RCA à se redresser et à jeter les bases d'une croissance économique soutenue et partagée. A cet effet, le DSIC comportait *deux piliers*: (i) appuyer le redressement économique, ainsi que le renforcement de la gouvernance et des capacités techniques dans le secteur public ; et (ii) appuyer le développement humain en mettant un accent particulier sur les pauvres. Pour assurer le suivi de la mise en œuvre du DSIC, la Banque et la BM ont élaboré une Matrice des résultats qui comprend cinq (5) objectifs stratégiques et treize (13) résultats spécifiques qu'elles espèrent influencer à l'horizon 2008, ainsi que vingt deux (22) activités (11 pour la Banque et 12 pour la BM) qu'elles s'engagent à mettre en œuvre. L'évaluation des réalisations dans le cadre du DSIC sera basée sur cette Matrice des résultats (cf. Annexe 1).

Réalisation des objectifs stratégiques et résultats spécifiques du DSIC

Pilier I :

3.2 Ce pilier comprenait trois objectifs stratégiques que sont l'augmentation du volume d'aide extérieure pour soutenir la reprise, l'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité du secteur public, et la facilitation et l'appui à la relance des secteurs clés. Des avancées significatives ont été accomplies notamment au niveau de l'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité du secteur public. Concernant les six résultats spécifiques que la BM et la Banque espéraient influencer à l'horizon 2008, quatre ont déjà été réalisés et un autre devrait être réalisé d'ici la fin de l'année 2008.

3.3 **Augmentation du volume d'aide :** Les deux résultats spécifiques au titre de cet objectif stratégique du DSIC ont été entièrement atteints. Il s'agit de l'apurement des arriérés extérieurs de la RCA vis-à-vis des institutions multilatérales, et de l'atteinte du point de décision de l'IPPTE en 2007. Cet objectif stratégique du DSIC a été globalement atteint. En effet, le volume de l'aide publique au développement (APD) reçue par la RCA a plus que doublé en 2006 par rapport en 2005, suite au réengagement des partenaires au développement, même si cette tendance s'est affaiblie à partir de 2007 et les engagements financiers des partenaires au développement pour soutenir la mise en œuvre du DSRP tardent à se matérialiser en 2008. Cependant, l'augmentation du volume de l'APD, et des appuis de la Banque et de la BM en particulier, a été absorbée principalement par l'apurement des arriérés et le renforcement de l'administration et de la gestion économique.

3.4 **Amélioration de la gouvernance et des capacités du secteur public :** les deux résultats spécifiques prévus par le DSIC concernent le contrôle des avances de la trésorerie pour des dépenses non salariales, et l'élaboration des conventions types pour les secteurs des mines et de

l'énergie. Le contrôle des avances de la trésorerie a été amélioré avec l'Arrêté N°1039 du Ministre des Finances et du Budget en date du 10 novembre 2006 qui régleme les dépenses effectuées sur caisse d'avance. Le projet de décret régleme les procédures d'exécution des dépenses publiques, qui est en cours d'adoption, devrait renforcer d'avantage le contrôle des dépenses sur caisses d'avance. Pour ce qui est de l'élaboration des conventions types, elle a enregistré un retard mais sera réalisée après l'adoption du plan d'action pour l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et la révision du code minier qui sont prévues d'ici la fin de l'année 2008.

3.5 Il est important de noter que ces deux résultats spécifiques ne reflètent pas entièrement les progrès significatifs qui ont été accomplis dans le domaine de la gouvernance et du renforcement des capacités du secteur public. Il s'agit notamment de : l'audit du Guichet unique, l'audit du trésor et de la dette intérieure, la réorganisation de l'administration des douanes et sa mise sous la seule autorité du Ministère des finances et du budget, la mise en place d'une nouvelle nomenclature budgétaire pour l'exercice fiscal 2008, l'élaboration de la procédure simplifiée qui vise l'unification de gestion des emplois et de la solde dans le cadre de la réforme de la fonction publique, l'élaboration d'un plan directeur du système d'information, l'adoption du nouveau code des marchés publics, la révision du code forestier, le lancement du processus d'adhésion à l'ITIE, la création des mécanismes de la lutte contre la corruption, etc.

3.6 **Relance des secteurs clés :** les résultats spécifiques visés sont la réduction de la durée du voyage entre Douala et Bangui, et l'adoption d'un plan d'actions basé sur l'évaluation institutionnelle du secteur minier et l'initiation du processus d'adhésion à l'ITIE. L'amélioration des conditions de transport sur l'axe Douala-Bangui, qui est un facteur essentiel pour le développement des échanges commerciaux internationaux et des activités économiques, ne pourrait être effective qu'à partir de 2010-2011 avec l'achèvement des travaux y relatifs. Pour ce qui est du secteur minier, le projet de plan d'action est disponible et sera finalisé par l'audit du secteur qui est en cours. Quant au processus d'adhésion à l'ITIE, il a été initié avec l'appui de la Banque. En effet, deux des quatre critères d'adhésion ont été satisfaits avec la déclaration officielle d'intention du Gouvernement en août 2007, et l'organisation des ateliers nationaux avec la participation des représentants de toutes les couches de la société en février et avril 2008 pour présenter les objectifs de l'ITIE et définir la stratégie de mise en œuvre du processus. La 2^{ème} phase de finalisation du plan d'actions du secteur est en cours.

3.7 Globalement, les deux résultats spécifiques prévus pour la relance des secteurs clés de l'économie centrafricaine sont en bonne voie mais sont insuffisants pour atteindre l'objectif stratégique visé. En effet, des mesures plus importantes sont nécessaires pour promouvoir le développement du secteur privé ainsi que des secteurs productifs tels que l'agriculture, les ressources naturelles (forestières, minières, etc.), l'énergie, les télécommunications, etc.

Pilier II :

3.8 Ce pilier avait comme objectifs stratégiques le rétablissement et la consolidation du capital social et des capacités au niveau des communautés, et la reprise de la prestation des services sociaux. Il a enregistré des résultats importants qui sont néanmoins en deçà des énormes besoins du pays durant la période post-conflit. S'agissant des sept résultats spécifiques que la

BM et la Banque espéraient influencer à l'horizon 2008, trois ont été réalisés et deux sont en cours de réalisation.

3.9 Rétablissement et consolidation du capital social et des capacités au niveau des communautés : deux des trois résultats visés ont été atteints. Il s'agit de la réinsertion socioéconomique des ex-combattants, et de la participation des communautés dans l'élaboration du DSRP. Pour ce qui est du maintien et de l'amélioration de la Phase II du statut sécuritaire de l'Organisation des Nations unies (ONU), il a été réalisé à Bangui mais pas dans l'ensemble du pays. Par ailleurs, la pertinence du choix de ce résultat spécifique ne semble pas évidente puisque le secteur sécuritaire, qui est appuyé par le Système des Nations unies, n'est pas directement pris en compte par le DSIC.

3.10 Reprise de la prestation des services sociaux : sur les quatre résultats spécifiques visés, un a été réalisé, deux sont en cours de réalisation et le quatrième n'a pas été réalisé. En effet, le recours aux services d'écoute-conseil et de dépistage volontaire du VIH/SIDA s'est renforcé avec plus de 200 000 personnes ayant recours à ces services. Les 80 micros projets prévus dans les secteurs de l'éducation et de la santé, de l'eau et de l'assainissement et des activités génératrices, ainsi que les travaux publics dans les banlieues de Bangui progressent avec le Projet d'urgence SIDA-éducation-santé (PSES) et le Projet d'urgence d'infrastructures et d'entretien des services urbains (PURISU) de la BM. En revanche, la réhabilitation des dix ponts en Mbomou et en Haute Mbomou, qui devait être prise en charge par la BM, n'a pas été réalisée.

Réalisation des activités prévues par la Banque et la BM

3.11 Sur les onze activités prévues par la Banque, sept ont déjà été réalisées et les quatre autres sont en cours (cf. Annexe 1). La Banque a également réalisé des opérations additionnelles comme le financement supplémentaire (3,797 millions d'UC) du Programme d'appui aux réformes économiques (PARE) en décembre 2007, le PARE II (6,5 millions d'UC) et la réponse à court terme à la crise alimentaire (3 millions d'UC) prévus en septembre 2008.

3.12 *L'apurement des arriérés* sur la dette extérieure, qui visait à créer les conditions d'un réengagement total des partenaires, a été réalisé en décembre 2006.

3.13 *L'Appui au DSRP* visait à promouvoir la participation des populations dans la finalisation et la mise en œuvre du DSRP. Cette activité, qui a été financée à travers un don japonais de 347 000 \$EU en juillet 2006, a permis l'organisation d'ateliers de dissémination dans toutes les régions du pays, et à l'attention de la société civile et des ONGs, des media, de l'Administration, des Députés, du secteur privé, des associations représentatives de groupes sociaux spécifiques (jeunes, femmes, personnes vivant avec le VIH/SIDA).

3.14 L'objectif du *Programme d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique (PARCPE)* était de contribuer à la réhabilitation du système de planification économique, et notamment au renforcement des capacités de planification macroéconomique et sectorielle, de suivi du DSRP, de gestion de la dette, d'élaboration des comptes nationaux, et de collecte des données sociales. Les activités du PARCPE, qui a été approuvé en juillet 2006, ont contribué à l'amorce d'une amélioration de la planification et de la gestion macroéconomique

avec notamment : (i) la publication de la note et des bulletins de conjoncture en mars 2008, (ii) la formation pour l'élaboration d'un modèle macroéconomique, (iii) la mise en place des mécanismes de programmation des investissements publics et de suivi-évaluation des projets et programmes, (iv) la formation sur l'administration de base pour la gestion de la dette et l'installation en cours du logiciel SYGAD, (v) la formation sur l'élaboration des comptes nationaux selon la méthodologie SN93 et la collecte et la codification des données, (vi) la formation en traitement et analyse des enquêtes statistiques des prix, (vii) la publication du « Prix Info » pour le mois de janvier 2008, (viii) l'élaboration d'un manuel de méthodologie de calcul de l'indice de la production industrielle (IPI) et de l'indice des prix, (ix) la collecte en mars 2008 des données de 2005 et 2006 en vue du calcul de l'IPI, (x) la publication en janvier 2008 des annuaires statistiques scolaires 2004-2005, (xi) la collecte et la consolidation en cours des données pour les annuaires statistiques scolaires de 2005-2006 et 2006-2007, et (xii) la publication en février 2008 des annuaires universitaires 2005-2006, (xiii) la création d'une base des données sociodémographiques multisectorielles fédérant toutes les enquêtes socio-économiques disponibles depuis 1975.

3.15 Le **Programme d'appui aux réformes économiques (PARE)** qui a été approuvé en juin 2007, visait à appuyer la mise en œuvre du programme de réformes à moyen terme du Gouvernement, à travers deux composantes : (i) amélioration et renforcement de la gestion des finances publiques, et (ii) renforcement de la bonne gouvernance. Sur les 17 résultats communs avec la Banque mondiale et le FMI, 12 ont été entièrement réalisés, soit un taux de réalisation de près de 70%. Les autres résultats sont à un état de réalisation avancé. C'est le cas notamment de la révision du code minier et de la publication des conventions types pour le secteur minier, l'opérationnalisation du nouveau code des marchés publics, la mise en place d'une nouvelle nomenclature comptable, et la signature d'un protocole d'accord sur les dettes croisées entre le Gouvernement et les entreprises parapubliques.

3.16 Le **Programme régional de facilitation des transports Douala-Bangui/Douala-N'Djamena** d'un montant de 108,8 millions d'UC, dont 27,8 millions d'UC à la RCA approuvé en juillet 2007, vise à améliorer l'efficacité de la chaîne logistique de transports incluant les infrastructures routières, le chemin de fer et l'accessibilité le long des corridors Douala-N'Djaména et Douala-Bangui en vue de contribuer à l'accroissement des échanges intracommunautaires et avec l'extérieur dans la zone CEMAC. Le Programme est en phase de lancement et les résultats sont attendus à partir de 2010-2011.

3.17 L'**Evaluation du secteur rural** a été réalisée en octobre 2006, mais le **Plan cadre de développement du secteur rural**, qui était prévu en 2007, n'a pas été élaboré à cause du manque de ressources pour son financement. Toutefois, vue l'importance du secteur agricole et du développement rural en général en RCA, la Banque a décidé en 2008 d'allouer à la RCA 3 millions d'UC à prélever sur les ressources du compte d'excédents de la Banque et ce, à titre de réponse à court terme à la hausse des prix des produits alimentaires. Aussi, dans le moyen terme, la Banque pourrait appuyer la réhabilitation du secteur agricole.

3.18 L'**Etude Approvisionnement en eau potable et assainissement (AEPA) des 16 chefs-lieux de Préfectures** a été financée en juillet 2007 par la Facilité Africaine de l'Eau pour un montant de 1,282 millions d'UC pour permettre la préparation du **Projet AEPA des 16 chefs-**

lieux de Préfectures. L'atelier de validation des rapports de la première phase l'Etude s'est tenu en juin 2008, mais le Projet AEPA, qui était prévue en 2008, ne sera approuvé qu'en 2009, à l'issu de l'Etude.

3.19 Le **Projet de promotion socio-économique des groupes vulnérables (PSEGV)** sera financé en 2009 à travers les ressources allouées à la RCA au titre de la Facilité en faveur des Etats fragiles (FEF). Le Projet PSEGV permettra l'intensifier les efforts de réintégration et de réhabilitation socioéconomiques, et de création d'emplois. Le Projet ciblera les groupes vulnérables et mettra l'accent sur la réhabilitation et l'équipement de centres de formation en matière de santé et d'institutions du secteur de l'éducation.

3.20 La Banque a entamé en 2007, la préparation de deux études économiques et sectorielles (EES). L'**Audit organisationnel et institutionnel du Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale (MEPCI) et du Ministère des finances et du budget (MFB)** a été finalisé en mai 2008 et ses résultats et recommandations ont enrichi les fondements analytiques du PARE II de la Banque. L'**Etude sur le VIH/SIDA dans le secteur minier** est entrain d'être finalisée en vue de contribuer à l'étude globale du secteur minier que la BM est entrain de préparer. S'agissant du **Profil de gouvernance** prévue en 2007, sa préparation a été repoussée à 2009 pour prendre en compte les différentes réformes en cours.

3.21 La BM a réalisé les activités qu'elle avait prévues à l'exception de la réhabilitation des dix ponts en Mbomou et en Haute Mbomou. Elle a également réalisé des opérations additionnelles comme le LICUS appui d'urgence (2 millions de dollars EU) en mars 2008 et l'appui aux réformes économiques et à la gouvernance (8 millions de dollars EU) en mai 2008 (cf. Annexe 1).

Questions liées à l'allocation des ressources

3.22 S'agissant du FAD-10, l'allocation de la RCA était estimée à 9,88 millions d'UC en 2006. De ce montant, 3,3 millions d'UC ont servi à financer le PARCPE et 6,5 millions d'UC le PARE (cf. Annexe 3). L'allocation finale de la RCA au titre du FAD-10 a augmenté en 2007 à 13,75 millions d'UC mais le surplus de 3,95 millions d'UC (28,7% des ressources) n'a pas pu être utilisé à cause du retard dans la communication des résultats des itérations qui n'est intervenue qu'au cours du quatrième trimestre 2007. Il est cependant important de noter que la Banque a pris les dispositions pour régler ce problème dans le cadre du FAD-11 ; ce qui a permis l'approbation du PARE II en 2008. Concernant le FAD-11, l'enveloppe pour la RCA s'élève à 17,31 millions d'UC pour la période 2008-2010. La RCA est également éligible à des ressources additionnelles provenant de la FEF estimées à 11,85 millions d'UC. Ces ressources vont servir à financer des activités du DSIC, ainsi que des opérations du nouveau DSP 2009-2013.

Gestion du portefeuille

3.23 Les portefeuilles de la Banque et la BM en RCA sont en cours de reconstitution avec quatre projets actifs pour chaque institution en 2008, ainsi que des études économiques et sectorielles. La performance des deux portefeuilles a été jugée satisfaisante par les missions de supervision respectives des deux institutions et la mission de revue conjointe du DSIC de mars-

avril 2008 (cf. Annexe 4). Les principales difficultés liées à la mise en œuvre des projets sont : (i) les insuffisances du système de passation de marchés de la RCA; (ii) l'offre limitée sur le marché local et l'absence d'expertise locale dans certains domaines ; (iii) le coût élevé de certains intrants comme le ciment pour les ouvrages à construire ou à réhabiliter; (iv) les lenteurs dans le démarrage et les glissements dans le calendrier d'exécution des projets ; et (v) la présence jugée encore insuffisante de la Banque et la BM en RCA. Pour renforcer la performance des portefeuilles, un plan de suivi des actions en instance a été élaboré, et il a été convenu d'organiser dorénavant la revue conjointe Banque-BM pendant la période des réunions du Comité National Stratégique (CNS) de mise en œuvre du DSRP. Le Gouvernement s'est aussi engagé à adopter et mettre en œuvre le nouveau code des marchés publics qui a été élaboré avec l'appui des partenaires.

Coordination et harmonisation de l'aide au développement

3.24 La collaboration étroite entre la Banque et les autres partenaires, notamment la BM, est un exemple d'harmonisation à poursuivre et renforcer. En effet, la Banque a joué un rôle catalyseur pour le réengagement de la Communauté financière internationale depuis 2006, et a inscrit toute son action dans une logique de partenariat renforcé avec les autres partenaires, conformément à ses engagements dans le cadre de la Déclaration de Paris. Ce processus de collaboration a débuté avec l'élaboration en mars 2006 d'une «Feuille de route commune», et s'est poursuivi avec l'élaboration du DSIC qui a été un véritable exercice de partenariat avec la Banque mondiale. La collaboration avec la BM s'est renforcée dans le cadre : (i) de la mise en œuvre et le suivi du DSIC, avec notamment la revue conjointe effectuée en mars-avril 2008, (ii) de la préparation du PARE I et du PARE II; et (iii) de l'élaboration d'un nouveau DSPPC 2009-2013.

Suivi et évaluation de l'assistance du Groupe de la Banque dans le cadre du DSIC

3.25 Le DSIC contient une matrice des opérations prioritaires du Gouvernement ainsi qu'une matrice des résultats pour la Banque et la BM qui constituent un cadre approprié de suivi et évaluation basés sur les résultats. Le suivi des progrès réalisés dans le cadre du DSIC s'est effectué à travers les missions de supervision et d'achèvement des projets/programmes de la Banque et la BM, ainsi qu'une mission de revue conjointe effectuée en RCA en mars-avril 2008. Pour renforcer le suivi de la performance du DSIC, une participation effective des départements sectoriels de la Banque aux prochaines missions de revue conjointe est nécessaire. Par ailleurs, des insuffisances ont été notées au niveau du Comité technique permanent de suivi des programmes d'ajustement structurel (CTP-PAS), l'agence d'exécution du PARE, qui n'a pas transmis de rapport de suivi à la Banque. Par conséquent, la collaboration avec cette structure importante de l'administration centrafricaine devra être renforcée pour assurer une meilleure information de la Banque sur la mise en œuvre des réformes qu'elle soutient.

Questions liées au dialogue

3.26 De manière générale, la Banque a renforcé le dialogue et la coordination avec la RCA avec l'ouverture de son Bureau régional à Yaoundé (CMFO) qui a été renforcé en 2008 avec le transfert d'un Chargé de programme et d'un économiste pays, et le recrutement du personnel

restant : Expert socio-économiste, Expert en secteur privé, Assistant administratif, et Secrétaire de direction. Pour assurer le dialogue avec le Gouvernement dans le cadre de la préparation du DSPPC 2009-2013, la Banque a participé en juin 2008 à la réunion de la revue à mi-parcours des conclusions de la Table ronde Bruxelles sur le financement du DSRP, et a aussi prévu des missions de dialogue et de coordination pour le point d'achèvement de l'IPPTE.

IV. PERFORMANCE DE LA BANQUE, LA BM ET LA RCA

Performance de la Banque et de la BM

4.1 **Elaboration du DSIC :** L'élaboration du DSIC a été un exercice de collaboration étroite entre la Banque et la BM, qui a permis aux deux institutions de capitaliser sur leur complémentarité pour apporter une réponse homogène aux préoccupations de la RCA. Les deux institutions ont également appliqué le principe de sélectivité en s'attaquant aux contraintes les plus sévères que sont la restauration des capacités de l'Etat ainsi que des services sociaux de base. Cependant, une insuffisance dans l'élaboration du DSIC réside dans le choix des résultats spécifiques qui sous-tendent les cinq objectifs stratégiques du DSIC. En effet, la réalisation de ces résultats spécifiques n'a pas toujours permis d'atteindre les objectifs stratégiques du DSIC.

4.2 **Mise en œuvre du DSIC :** La performance de la Banque et la BM dans la mise en œuvre du DSIC a été satisfaisante. La Banque et la BM ont globalement tenu leurs engagements pris dans le cadre du DSIC, et ont même réalisé des opérations additionnelles qui n'étaient pas prévues dans le DSIC (cf. paras 3.11 et 3.21). Les principaux facteurs qui ont contribué à cette performance sont la collaboration entre la Banque et la BM, et la capacité des deux institutions à rester à l'écoute du pays et à répondre avec célérité aux urgences de cet Etat fragile.

Performance de la RCA

4.3 L'appropriation par le Gouvernement des différentes actions soutenues par le DSIC, et son engagement à les mettre en œuvre ont été jugés satisfaisants par les principaux partenaires de la RCA lors de la revue conjointe du DSIC. Par ailleurs, les efforts du Gouvernement en vue de la consolidation de la paix et de la sécurité ont contribué à mettre en place les conditions qui ont permis la relance des activités économiques, et la réhabilitation des services sociaux de base. Cependant, la mise en œuvre du DSIC a souffert des insuffisances notées dans la gestion des projets et programmes (cf. para 3.24).

V. LECONS POUR LA PROCHAINE STRATÉGIE

Leçons pour la Banque et la BM

5.1 Il ressort de l'évaluation du DSIC 2007-2008 que malgré la réalisation de la plupart des 13 résultats intermédiaires que la Banque et la Banque mondiale s'étaient fixés, les objectifs stratégiques du DSIC n'ont été que partiellement atteints. En effet, même si des progrès ont été enregistrés concernant le rétablissement du volume de l'aide extérieure, l'augmentation du volume de l'aide a été absorbée principalement par l'apurement des arriérés et le renforcement du secteur administratif. Par ailleurs, le DSIC a eu un impact limité sur la relance des secteurs clés, et la reprise de la prestation des services.

5.2 Ce constat pose le problème de la pertinence des articulations entre les différents niveaux du cadre logique du DSIC, et du positionnement et de l'approche de sélectivité de la Banque. Deux insuffisances majeures ont été notées à ce niveau : (i) les gaps entre les objectifs stratégiques et les résultats spécifiques sur lesquels reposent ces objectifs au niveau du cadre logique du DSIC; et (ii) la faiblesse des ressources destinées à la relance de l'économie et au développement des services sociaux.

5.3 Concernant les articulations entre les différents niveaux de la Matrice des résultats, il ya lieu de noter que les résultats spécifiques que la Banque et la BM se sont fixés ne permettent pas d'atteindre les objectifs stratégiques du DSIC relatifs à la relance des secteurs clés, et la reprise de la prestation des services. Par conséquent, le choix des résultats spécifiques au niveau de ces objectifs stratégiques du DSIC n'a pas été satisfaisant. S'agissant de l'allocation des ressources, les piliers 3 et 4 du DSRP concernant le redressement et la diversification de l'économie, et le développement du capital humain n'ont pas bénéficié d'un appui approprié dans le cadre du DSIC. Par conséquent, le positionnement stratégique de la Banque en RCA devra être réévalué dans le cadre des appuis des partenaires à la mise en œuvre du DSRP. Il s'agira notamment pour la Banque de passer d'une logique d'urgence à une logique de relance économique, prochain défi pour la RCA dans le cadre du DSRP.

Leçons pour le Gouvernement

5.4 **Consolidation de la paix et la sécurité :** Le renforcement de tous les acquis du DSIC reste tributaire de la consolidation de la paix et la sécurité dans l'ensemble du territoire. Par conséquent, le Gouvernement devrait poursuivre les efforts pour rétablir la paix et la sécurité dans les différentes provinces de la RCA afin d'assurer la reprise des activités économiques, la mobilisation accrue des ressources intérieures, et l'amélioration des services de base dans les zones les plus démunies.

5.5 **Capacité d'absorption :** Pour renforcer la capacité d'absorption de la RCA, le Gouvernement doit poursuivre les efforts en vue de pallier aux insuffisances dans la gestion des projets/programmes. A cet égard, l'opérationnalisation du nouveau système de passation des marchés publics, l'amélioration de l'offre en termes d'intrants et d'expertise au niveau du marché, le renforcement des capacités des cadres nationaux et leur implication dans toutes les étapes du cycle des projets sont autant d'actions qui pourraient contribuer à améliorer la capacité d'absorption de la RCA.

5.6 **Appropriation des réformes :** L'appropriation par le Gouvernement et les partenaires sociaux a été une condition essentielle au succès des réformes soutenues par les partenaires au développement. Par conséquent, le Gouvernement devrait maintenir sa volonté politique et son engagement en faveur des réformes, et adopter une politique de communication volontariste et efficace envers les acteurs sociaux et les populations.

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATION

Conclusion

6.1 Le DSIC a partiellement atteint son but qui est *d'aider la RCA à se redresser et à jeter les bases d'une croissance économique soutenue et partagée*. Parmi les treize résultats intermédiaires que la Banque et la Banque espéraient influencer à l'horizon 2008, sept ont déjà été réalisés (54%), trois (élaboration des conventions types pour le secteur des mines et de l'énergie, réalisation de 80 micros projets, et réalisation des travaux publics achevés dans trois banlieues de Bangui) pourraient être réalisés d'ici la fin de l'année 2008, et un autre (réduction de la durée du voyage entre Douala et Bangui) sera réalisé à partir de 2010-2011 (cf. Annexe 1).

6.2 La performance de la Banque, la BM, et le Gouvernement dans le cadre de la préparation et la mise en œuvre du DSIC a été globalement satisfaisante même si des insuffisances ont été notées (cf. paras 4.1 et 4.3). Les principaux facteurs qui ont contribué à cette performance sont l'étroite collaboration entre la Banque et la BM, l'application du principe de la complémentarité, et la capacité des deux institutions à rester à l'écoute et à répondre avec célérité aux préoccupations de cet Etat fragile, et l'appropriation par le Gouvernement et son engagement à mettre en œuvre les différentes actions financées par le DSIC.

6.3 Le DSIC qui correspondait à une phase intérimaire, devrait laisser la place à une nouvelle stratégie conjointe Banque-BM pour la période 2009-2013. Cette nouvelle stratégie devrait s'inscrire dans une phase de renforcement de la croissance économique et de réduction de la pauvreté, prochains défis pour la RCA dans le cadre du DSRP.

Recommandation

6.4 Les Conseils sont invités à prendre note du Rapport d'achèvement du DSIC 2007-2008 de la Banque et la BM en RCA.

Annexe 1: Matrice de suivi des résultats du DSIC

Objectif ultime Aider la RCA à se redresser et à jeter les bases d'une croissance économique soutenue et partagée

Objectifs pour le pays	Résultats que la BM et la BAD espèrent influencer à l'horizon 2008	Résultats réalisés à mars 2008	Activités de la Banque		Activités de la BM	
			Prévues	Situation à mars 2008	Prévues	Situation à mars 2008
Rétablir un volume plus important d'aide extérieure pour soutenir la reprise	Résultat 1: Apurement des arriérés vis-à-vis de l'IDA et de la Banque et transferts net positifs provenant d'autres BMD	✓ Réalisé mais risque d'accumulation de nouveaux arriérés	<ul style="list-style-type: none"> - Apurement de 50% de l'ensemble des arriérés à la fin de l'année 2007: 23 millions \$EU - Appui au programme de réformes: 9,7 millions \$EU, FY07. - Appui au DSRP: 0,4 million \$EU 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisé en Décembre 2006 : FPPC (49,5%), partenaires (49,5%), RCA (1%). Surplus net disponible (6,03 millions \$EU) ✓ PARE : juin 2007 (6,5 millions d'UC) ✓ Don japonais – Appui au CSLP : juillet 2006 (347 000 \$EU) 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme de renforcement et de mise en place d'institutions (RIBSUP) FY07 - Appui pour PPTE - Appui pour le DSRP 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ RIBSUP : Novembre 2006 (82 millions \$EU dont 75 millions \$EU pour l'apurement des arriérés) ✓ 1,3 millions \$EU ✓ 0,7 millions \$EU
	Résultat 2 : Atteinte du point de décision PPTE au Q1/FY08	✓ Réalisé en septembre 2007				
Améliorer la gouvernance et l'efficacité du secteur public	Résultat 3 : Contrôle des avances de la trésorerie pour des dépenses non salariales par la justification des dépenses faites	✓ Réalisé. Audit en cours	<ul style="list-style-type: none"> - Programme d'appui aux réformes: 9,7 millions \$EU - Appui à la gestion économique: 4,9 millions \$EU FY06 - Profile de gouvernance AAC 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ PARE : juin 2007 (6,5 millions d'UC) ✓ PARCPE: juillet 2006 (3,3 millions d'UC) ➤ Prévues en 2009 pour prendre en compte les réformes en cours 	<ul style="list-style-type: none"> - RIBSUP FY07 - LICUS II FY07 - Evaluation des responsabilités financière dans le pays (CFAA) FY07 - CPIP FY07 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ RIBSUP : Novembre 2006 (82 millions \$EU dont 7 millions \$EU d'appui budgétaire) ✓ LICU II : Octobre 2006 (6.4 millions \$EU) – composante finances publiques ✓ CFAA finalisé en octobre 2007 ✓ CPIP a été accompli en avril 2006
	Résultat 4 : Conventions types pour le secteur des mines et de l'énergie élaborées conformément aux recommandations d'un panel d'experts internationaux	➤ Pas encore. Conventions types seront élaborées après la révision du code minier prévue en 2008				

Objectifs pour le pays	Résultats que la BM et la BAD espèrent influencer à l'horizon 2008	Résultats réalisés à mars 2008	Activités de la Banque		Activités de la BM	
			Prévues	Situation à mars 2008	Prévues	Situation à mars 2008
Faciliter et appuyer la relance des secteurs clés	Résultats 5: Réduire la durée du voyage entre Douala et Bangui	➤ Pas encore. Achèvement du programme de facilitation des transports prévu en 2010-2011	- Programme régional des transports FY07 - Evaluation du secteur rural FY06 - Plan cadre de développement du secteur rural FY07	✓ Programme régional Douala-Bangui/Douala-N'Djaména : juillet 2007 (27,8 millions d'UC) ✓ Réalisée en octobre 2006 ➤ Pas réalisé. La Banque prévoit d'effectuer une étude en 2009 en vue de la préparation de son appui à la réhabilitation du secteur agricole en 2010	- Programme régional de facilitation du commerce et du transport FY07 12-21 millions \$EU - RIBSUP FY07 - Project d'investissement d'urgence de petite taille FY07, (11-14 millions \$EU) - Etude diagnostique du commerce intégré FY07, AAA - Stratégie du secteur rural FY08, AAA	✓ Programme de facilitation : Juin 2007 (24 millions \$EU) ✓ RIBSUP : Novembre 2006 (82 millions \$EU dont 7 millions \$EU d'appui budgétaire) ✓ PURISU : mai 2007 (18 millions \$EU) ✓ Réalisée en 2008 ✓ Pas encore réalisée. Dialogue sur le secteur entamé
	Résultats 6: Adoption d'un plan d'actions basé sur l'évaluation institutionnelle du secteur minier, et initiation du processus d'adhésion à l'ITIE	✓ Projet de plan d'actions à finaliser par l'audit du secteur. Processus d'adhésion à l'ITIE en cours				
Rétablir et consolider le capital social et les capacités au niveau des communautés	Résumé 7 : Réinsertion socioéconomique de 7 500 ex-combattants	✓ Réalisé. Difficultés dans l'identification des ex-combattants	- Appui au DSRP 0,4 million \$ EU FY07 - Appui à la gestion économique : 4,9 millions \$ EU FY06	✓ Don japonais – Appui au CSLP : juillet 2006 (347 000 \$EU) ✓ PARCPE: juillet 2006 (3,3 millions d'UC)	- Projet MDRP : 9,8 millions \$ EU (FY04) - Evaluation du niveau de pauvreté FY07 - LICUS II DCC, Composantes de développement humain	✓ Réalisé en 2008 ✓ Réalisée en 2007 ✓ LICU II : Octobre 2006 (6.4 millions \$EU) – composante CDD
	Résumé 8: Maintien et amélioration de la Phase II du statut sécuritaire de l'UN	➤ Réalisé à Bangui mais pas sur l'ensemble du territoire national				
	Résumé 9: Aptitudes améliorées de la communauté et des acteurs à jouer un rôle efficace dans l'élaboration et la mise en œuvre du DSRP	✓ Communautés ont participé à l'élaboration du DSRP, et des campagnes de sensibilisation sont entrain d'être menées pour les mobiliser pour sa mise en œuvre				
Aider à la reprise de la prestation des services sociaux	Résultat 10: 80 micro projets réalisés dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'assainissement et l'eau, et des activités génératrices de revenu	➤ En cours : lancement des micros projets effectué	- Projet de réinsertion socioéconomique: 15 millions \$ EU (AFD XI-FY08)	➤ Approbation prévue durant le quatrième trimestre de 2008 ➤ Approbation prévue en 2009 après la	- Projet HIV/AIDS MAP - LICUS II FY07 - Exploitation du	✓ Projet restructuré en mai 2007 (17,5 millions \$EU) ✓ LICU II : Octobre 2006 (6.4

Objectifs pour le pays	Résultats que la BM et la BAD espèrent influencer à l'horizon 2008	Résultats réalisés à mars 2008	Activités de la Banque		Activités de la BM	
			Prévues	Situation à mars 2008	Prévues	Situation à mars 2008
	Résultat 11: Recours renforcé aux services d'écoute-conseil et de dépistage volontaires	✓ Réalisé : 200 000 personnes ont eu recours à ses services	- Projet d'adduction d'eau et d'assainissement: à hauteur de 3,4 millions \$ EU (FY08) - Etude sur l'eau et l'assainissement AAC FY07	finalisation de l'étude AEPA 16 centre ✓ Etude AEPA 16 centres: août 2007 (1,282 million d'UC)	fond social/ DCC 10 millions \$ EU FY07	millions \$EU) – composante CDD
	Résumé 12 : 10 ponts importants en Mbomou et en Haute Mbomou réhabilités ou en cours de réhabilitation	➤ Pas réalisé				
	Résumé 13: Travaux publics achevés dans trois banlieues de Bangui	➤ Travaux urbains à Bangui ont débuté avec PURISU (BM). Projet de la Banque prévu en 2008.				

Annexe 2: Principaux indicateurs économiques et financiers

Principaux indicateurs économiques et financiers 2004 2013

	2004	2005	2006	2007		2008			2009	2010	2011	2012	2013
				Est.	Prog.	Est.	Prog.	Proj.					
(Annual percentage change, unless otherwise indicated)													
National income and prices													
GDP at constant prices	1.0	2.4	4.0	4.0	4.2	4.3	4.9	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
GDP at current prices	1.3	6.2	8.4	6.6	6.3	6.9	7.4	8.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
GDP deflator	0.3	3.8	4.4	2.5	2.1	2.5	2.5	3.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
CPI (annual average)	-2.2	2.9	6.7	3.0	0.9	2.3	2.6	5.1	3.3	2.5	2.5	2.5	2.5
CPI (end-of-period)	-0.3	1.7	7.1	3.1	-0.2	3.0	4.6	5.0	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Central government finance													
Total revenue and grants	23.1	12.2	100.3	-20.2	-33.6	-4.3	13.3	15.0	9.7	9.5	9.4	9.4	9.4
Total expenditure	9.2	28.9	-11.0	0.8	-2.7	9.2	28.0	15.3	7.8	15.9	8.4	9.0	9.0
Money and credit													
Net domestic assets ²	12.0	10.4	6.0	3.0	4.3	...	6.9	...	...	...	...	...	...
Domestic credit ²	13.6	9.8	7.5	1.9	6.5	...	4.9	...	...	...	...	...	...
Broad money	14.2	16.5	-4.2	9.2	-3.7	...	-7.0	...	...	...	...	...	...
Velocity of broad money (end-of-period)	6.1	5.5	6.3	6.2	6.9	...	8.0	...	...	...	...	...	...
External sector													
Exports, f.o.b. (US\$ basis)	-1.4	1.5	22.8	18.3	22.8	6.8	10.8	9.0	8.7	9.1	9.5	9.2	9.2
Export volume	-1.6	-8.1	15.1	14.8	13.5	6.1	7.8	9.0	8.7	8.8	9.2	8.2	8.2
Imports, f.o.b. (US\$ basis)	25.7	16.2	18.3	7.1	16.1	12.4	19.9	3.5	7.0	9.7	6.6	6.7	6.7
Import volume	15.7	8.2	11.3	3.4	11.5	10.2	12.3	1.6	5.2	7.9	4.7	6.0	6.0
Terms of trade	-7.7	2.8	0.4	-0.5	4.0	-1.3	-3.7	-1.9	-1.6	-1.4	-1.5	0.3	0.3
Nominal effective exchange rate	1.7	-0.2	0.2	...	1.9	...	...	...	...	...	...	...	...
Real effective exchange rate	-0.9	0.7	5.7	...	0.1	...	...	...	...	...	...	...	...
(Percent of GDP, unless otherwise indicated)													
Gross national savings	4.4	2.3	6.6	4.9	4.5	5.2	3.9	4.4	4.5	5.1	5.4	5.8	5.8
Of which: current official transfers	2.2	0.4	3.5	1.4	1.6	1.4	1.4	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4
Gross domestic savings	0.0	0.1	1.4	2.2	1.5	2.3	1.6	2.7	2.9	3.6	4.1	4.6	4.6
Government	0.6	0.0	13.2	5.9	4.7	4.4	4.6	4.5	4.8	4.7	5.0	5.2	5.2
Private sector	-0.6	0.1	-11.8	-3.7	-3.2	-2.1	-3.0	-1.9	-1.9	-1.1	-0.9	-0.7	-0.7
Consumption	100.0	99.9	98.6	97.8	98.5	97.7	98.4	97.3	97.1	96.4	95.9	95.4	95.4
Government	3.3	4.5	3.2	3.0	2.7	3.7	3.5	4.4	4.5	4.8	4.9	5.0	5.0
Private sector	96.7	95.4	95.4	94.9	95.9	94.0	94.9	92.9	92.6	91.6	91.1	90.5	90.5
Gross investment	6.2	8.9	9.2	9.1	8.9	10.1	10.3	10.5	10.5	11.4	11.6	11.8	11.8
Government	2.0	4.0	3.7	2.9	2.7	3.4	3.7	3.7	3.7	4.6	4.7	5.0	5.0
Private sector	4.1	4.9	5.6	6.2	6.2	6.6	6.6	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9
Current transfers and factor income (net)	6.6	2.5	5.2	2.7	3.0	2.9	2.3	1.7	1.6	1.5	1.4	1.3	1.3
External current account balance	0.5	-6.3	-2.7	-4.1	-4.4	-4.8	-6.4	-6.2	-6.0	-6.3	-6.2	-6.0	-6.0
Overall balance of payments	-2.9	-1.1	3.0	-0.3	-3.3	-1.7	-3.8	-1.7	-2.8	-1.9	-1.9	-1.6	-1.6
Central government finance													
Total revenue	11.7	12.4	22.8	15.8	14.3	14.1	15.0	15.9	16.3	16.6	16.9	17.2	17.2
Total expenditure ³	-13.9	-16.9	-13.9	-13.3	-12.7	-13.6	-15.1	-16.1	-16.1	-17.4	-17.5	-17.8	-17.8
Overall balance ³													
Excluding grants	-5.6	-8.7	-4.4	-2.7	-2.5	-2.7	-4.7	-4.4	-4.1	-5.0	-4.8	-4.7	-4.7
Including grants	-2.2	-4.5	9.0	2.5	1.6	0.6	-0.1	-0.1	0.1	-0.8	-0.7	-0.6	-0.6
Domestic primary balance ⁴	-2.8	-3.6	0.4	1.2	1.1	1.1	0.3	0.7	0.9	0.9	1.0	1.1	1.1
NPV of external public and guaranteed debt	...	...	...	...	42.1	...	36.8	34.5	29.7	25.8	22.2	18.7	18.7
Public sector debt	109.2	95.6	89.5	77.8	79.7	71.1	71.7	64.8	56.7	50.9	45.6	40.6	40.6
Of which: domestic debt ⁵	24.1	24.4	23.8	19.3	23.1	16.7	21.5	13.5	17.4	16.5	15.5	14.6	14.6
Gross official foreign reserves													
(millions of US\$, end-of-period)	148.4	147.1	129.9	135.1	90.3	139.4	69.3	78.9	83.8	91.6	97.3	103.5	103.5
(months of imports, f.o.b.)	11.2	10.6	7.3	7.4	4.3	6.8	2.9	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2
Nominal GDP (CFA franc billions)	670.7	712.1	772.2	832.5	820.6	890.0	881.3	956.2	1,028	1,105	1,188	1,277	1,277
Exchange rate (average; CFA francs per US\$)	528.3	527.5	522.9	...	478.7	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources: C.A.R. authorities; and IMF staff estimates and projections.

¹ The macroeconomic framework assumes that the C.A.R. reaches the HIPC completion point in 2009; the balance of payments projections incorporate debt relief expected to be delivered at the completion point.

² Percent of broad money at beginning of the period.

³ Expenditures are on a cash basis for current period expenditures.

⁴ Excludes grants, interest payments, and externally financed capital expenditure.

⁵ Comprises government debt to BEAC and commercial banks, government arrears and public enterprises' domestic debt.

Tableau des opérations financières du Gouvernement 2004 2013 (Milliards CFA)

	2004	2005	2006		2007		2008			2009	2010	2011	2012	2013
			Est.	Prog.	Est.	Est.	Prog.	Budget	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
			Old Classification ¹		New Cl. ¹		Old Cl. ¹			New Classification ¹				
Revenue	78.5	88.0	176.3	131.5	117.0	117.0	125.9	126.8	132.6	152.5	167.3	183.1	200.4	219.3
Domestic revenue	55.8	58.6	73.4	88.2	83.6	83.6	96.6	98.5	92.3	112.3	124.1	137.0	151.2	166.8
Tax revenue	48.3	50.6	60.4	71.2	65.3	65.3	81.3	77.1	67.8	91.2	101.5	112.7	125.1	138.7
Taxes on profits and property	15.6	14.7	17.5	19.7	21.9	21.9	22.9	15.2	17.7	18.7	21.2	23.9	26.8	30.1
Taxes on goods and services	32.7	35.9	42.9	51.5	43.5	43.5	58.5	61.9	50.2	72.5	80.3	88.8	98.2	108.5
Of which: taxes on international trade	10.6	9.5	15.3	17.4	13.0	13.0	20.4	21.6	18.2	20.6	23.1	26.0	29.1	32.6
Nontax revenue	7.5	8.0	12.9	17.0	18.3	18.3	15.3	21.4	24.4	21.0	22.6	24.3	26.1	28.1
Grants	22.7	29.5	102.9	43.3	33.4	33.4	29.3	28.3	40.4	40.3	43.2	46.1	49.2	52.5
Program	14.8	2.7	75.7	21.3	13.2	13.2	5.0	0.0	12.1	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Project	7.9	26.7	27.2	22.0	20.2	20.2	24.3	28.3	28.3	35.3	38.2	41.1	44.2	47.5
Expenditure ²	-93.4	-120.4	-107.2	-110.7	-104.3	-104.3	-120.9	-127.1	-133.5	-153.9	-166.0	-192.4	-208.5	-227.2
Current primary expenditure	-66.7	-75.4	-62.5	-68.6	-65.9	-65.9	-73.4	-76.7	-77.4	-94.2	-102.2	-111.6	-120.0	-129.0
Wages and salaries	-38.9	-39.2	-37.2	-35.0	-36.3	-36.3	-34.0	-37.5	-37.5	-41.1	-44.2	-47.5	-51.1	-54.9
Transfers and subsidies	-10.0	-14.0	-10.2	-16.9	-14.5	-14.5	-16.8	-20.1	-20.1	-22.5	-24.1	-27.6	-29.7	-31.9
Goods and services	-17.8	-22.2	-15.2	-16.7	-15.1	-15.1	-22.6	-19.1	-19.8	-30.6	-33.9	-36.5	-39.2	-42.1
Interest due	-8.5	-6.6	-6.9	-10.1	-9.5	-9.5	-6.6	-7.1	-12.8	-13.0	-13.2	-13.1	-13.4	-13.7
External	-5.5	-3.6	-4.2	-3.9	-3.7	-3.7	-3.6	-2.8	-9.2	-9.7	-10.1	-10.2	-10.8	-11.4
Domestic	-3.0	-3.0	-2.7	-6.2	-5.8	-5.8	-3.0	-4.3	-3.6	-3.3	-3.1	-2.9	-2.6	-2.3
Capital expenditure	-18.2	-38.4	-37.7	-32.0	-28.9	-28.9	-40.8	-43.2	-43.3	-46.7	-50.6	-67.6	-75.1	-84.5
Domestically financed	-7.7	-8.4	-7.5	-10.0	-8.7	-8.7	-9.2	-13.7	-11.8	-11.8	-12.3	-15.5	-19.0	-24.3
Externally financed	-10.5	-29.9	-30.2	-22.0	-20.2	-20.2	-27.1	-31.5	-31.5	-35.3	-38.2	-52.2	-56.1	-60.3
Overall balance ²														
Excluding grants	-37.7	-61.8	-33.8	-22.5	-20.6	-20.6	-24.3	-28.6	-41.2	-41.7	-41.9	-55.4	-57.2	-60.4
Of which: domestic primary balance ³	-18.6	-25.3	3.3	9.6	9.0	9.0	9.4	10.0	3.1	6.6	9.5	9.9	12.2	13.5
Including grants	-15.0	-32.4	69.1	20.8	12.8	12.8	5.0	-0.3	-0.8	-1.4	1.3	-9.2	-8.0	-7.9
Change in arrears (net; (-) = reduction)	21.1	26.9	-50.2	-18.1	-11.0	-11.0	-13.4	0.0	-15.0	-15.0	-10.0	-10.0	-10.0	-10.0
Domestic	2.9	9.4	-9.7	-18.1	-8.6	-8.6	-13.4	0.0	-15.0	-15.0	-10.0	-10.0	-10.0	-10.0
External ⁴	18.2	17.5	-40.5	0.0	-2.4	-2.4	0.0	...	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Overall balance, cash basis	6.1	-5.5	18.9	2.7	1.8	1.8	-8.4	-0.3	-15.8	-16.4	-8.7	-19.2	-18.0	-17.9
Identified financing	-6.1	5.5	-8.8	-5.1	0.5	0.5	3.7	-6.0	6.1	9.8	8.7	19.2	18.0	17.9
External, net	-14.6	-4.5	-12.9	-5.0	-9.5	-9.5	6.6	-2.7	9.2	4.3	2.3	6.3	7.0	7.4
Project loans	2.6	3.2	3.0	0.0	0.0	0.0	2.8	3.2	3.2	0.0	0.0	11.0	11.9	12.8
Program loans	0.0	4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Amortization due	-17.2	-11.8	-15.9	-13.1	-12.4	-12.4	-13.9	-5.9	-11.4	-12.0	-29.5	-29.6	-30.4	-30.5
Exceptional financing	0.0	0.0	0.0	8.1	2.9	2.9	17.7	0.0	17.4	16.3	31.8	24.8	25.5	25.2
Paris Club ⁵	0.0	0.0	0.0	1.5	1.5	1.5	1.5	0.0	1.0	1.0	1.3	0.9	0.9	0.4
Other ⁶	0.0	0.0	0.0	6.6	1.4	1.4	16.2	0.0	16.4	15.3	30.5	24.0	24.7	24.8
Domestic, net	8.5	10.0	4.1	-0.1	10.0	10.0	-2.9	-3.3	-3.2	5.6	6.4	13.0	11.0	10.5
Banking system	8.5	10.0	4.1	-0.1	10.0	10.0	-2.9	-3.3	-9.0	-2.3	-4.1	-4.4	-7.7	-9.4
Counterpart to IMF resources (BEAC)	3.1	-2.6	2.2	-4.2	2.4	2.4	-5.8	3.7	-3.5	-2.3	-1.1	-0.6	-1.2	-2.9
Central Bank	6.7	10.2	-2.3	6.1	6.6	6.6	3.7	-4.0	-5.6	0.0	0.0	-0.9	-3.5	-3.6
Commercial banks	-1.4	2.4	4.2	-2.0	1.0	1.0	-0.9	-3.0	0.0	0.0	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0
Of which: bonds	...	...	...	...	...	...	...	...	14.8	0.0	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0
Nonbank	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	...	0.0	5.9	7.9	10.5	17.3	18.7	19.9
Residual financing need ⁷	0.0	0.0	0.0	2.4	0.0	0.0	4.7	6.3	9.8	6.6	0.0	0.0	0.0	0.0
Memorandum items:														
Government domestic debt	161.6	173.4	183.9	160.7	189.2	189.2	148.6	...	189.4	182.6	178.7	182.0	183.9	187.1
Of which: domestic arrears	109.7	109.7	109.7	...	109.7	109.7	96.3	...	94.7	79.7	69.7	59.7	49.7	39.7

Sources: C.A.R. authorities; and IMF staff estimates and projections.

¹ The new classification affects mainly revenues. Some fees originally recorded as taxes are now included as nontax revenue.² Expenditures are on a cash basis for current period expenditures, except for interest, which is recorded on a due-basis.³ Excludes grants, interest payments, and externally financed capital expenditure.⁴ Figure for 2006 reflects arrears clearance by the World Bank and the AfDB (CFAF 47.5 billion) and the increase in arrears to bilateral and a few multilateral creditors (CFAF 6.9 billion).⁵ Reflects Paris Club rescheduling and moratorium agreement in April 2007.⁶ Includes HIPC debt relief from multilateral and other bilateral creditors. For 2008–09, also includes debt service to non-Paris Club and commercial creditors.⁷ This gap is equivalent to the proposed PRGF disbursement, including the requested augmentation.

Tableau des opérations financières du Gouvernement 2004 2013 (% PIB)

	2004	2005	2006	2007			2008		2009	2010	2011	2012	2013	
		Old Classification ¹	Est.	Prog.	Est.	Est.	Prog.	Budget	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	
			New Cl. ¹	Old Cl. ¹	New Classification ¹									
Revenue	11.7	12.4	22.8	15.8	14.3	14.3	14.1	14.4	15.0	15.9	16.3	16.6	16.9	17.2
Domestic revenue	8.3	8.2	9.5	10.6	10.2	10.2	10.8	11.2	10.5	11.7	12.1	12.4	12.7	13.1
Tax revenue	7.2	7.1	7.8	8.6	8.0	7.3	9.1	8.7	7.7	9.5	9.9	10.2	10.5	10.9
Taxes on profits and property	2.3	2.1	2.3	2.4	2.7	1.8	2.6	1.7	2.0	2.0	2.1	2.2	2.3	2.4
Taxes on goods and services	4.9	5.0	5.6	4.1	5.3	5.5	4.3	7.0	5.7	7.6	7.8	8.0	8.3	8.5
Of which: taxes on international trade	1.6	1.3	2.0	2.1	1.6	1.8	2.3	2.5	2.1	2.2	2.3	2.4	2.5	2.6
Nontax revenue	1.1	1.1	1.7	2.0	2.2	2.9	1.7	2.4	2.8	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
Grants	3.4	4.1	13.3	5.2	4.1	4.1	3.3	3.2	4.6	4.2	4.2	4.2	4.1	4.1
Program	2.2	0.4	9.8	2.6	1.6	1.6	0.6	0.0	1.4	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4
Project	1.2	3.8	3.5	2.6	2.5	2.5	2.7	3.2	3.2	3.7	3.7	3.7	3.7	3.7
Expenditure ²	-13.9	-16.9	-13.9	-13.3	-12.7	-12.7	-13.6	-14.4	-15.1	-16.1	-16.1	-17.4	-17.5	-17.8
Current primary expenditure	-9.9	-10.6	-8.1	-8.2	-8.0	-8.0	-8.3	-8.7	-8.8	-9.9	-9.9	-10.1	-10.1	-10.1
Wages and salaries	-5.8	-5.5	-4.8	-4.2	-4.4	-4.4	-3.8	-4.3	-4.3	-4.3	-4.3	-4.3	-4.3	-4.3
Transfers and subsidies	-1.5	-2.0	-1.3	-2.0	-1.8	-1.8	-1.9	-2.3	-2.3	-2.4	-2.3	-2.5	-2.5	-2.5
Goods and services	-2.7	-3.1	-2.0	-2.0	-1.8	-1.8	-2.5	-2.2	-2.2	-3.2	-3.3	-3.3	-3.3	-3.3
Interest due	-1.3	-0.9	-0.9	-1.2	-1.2	-1.2	-0.7	-0.8	-1.4	-1.4	-1.3	-1.2	-1.1	-1.1
External	-0.8	-0.5	-0.5	-0.5	-0.4	-0.4	-0.4	-0.3	-1.0	-1.0	-1.0	-0.9	-0.9	-0.9
Domestic	-0.5	-0.4	-0.4	-0.7	-0.7	-0.7	-0.3	-0.5	-0.4	-0.3	-0.3	-0.3	-0.2	-0.2
Capital expenditure	-2.7	-5.4	-4.9	-3.8	-3.5	-3.6	-4.6	-4.9	-4.9	-4.9	-4.9	-6.1	-6.3	-6.6
Domestically financed	-1.1	-1.2	-1.0	-1.2	-1.1	-1.1	-1.5	-1.3	-1.3	-1.2	-1.2	-1.4	-1.6	-1.9
Externally financed	-1.6	-4.2	-3.9	-2.6	-2.5	-2.5	-3.0	-3.6	-3.6	-3.7	-3.7	-4.7	-4.7	-4.7
Overall balance ²														
Excluding grants	-5.6	-8.7	-4.4	-2.7	-2.5	-2.5	-2.7	-3.2	-4.7	-4.4	-4.1	-5.0	-4.8	-4.7
Of which: domestic primary balance ³	-2.8	-3.6	0.4	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	0.3	0.7	0.9	0.9	1.0	1.1
Including grants	-2.2	-4.5	9.0	2.5	1.6	1.6	0.6	0.0	-0.1	-0.1	0.1	-0.8	-0.7	-0.6
Change in arrears (net; (-) = reduction)	3.1	3.8	-6.5	-2.2	-1.3	-1.3	-1.5	0.0	-1.7	-1.6	-1.0	-0.9	-0.8	-0.8
Domestic	0.4	1.3	-1.3	-2.2	-1.0	-1.0	-1.5	0.0	-1.7	-1.6	-1.0	-0.9	-0.8	-0.8
External ⁴	2.7	2.5	-5.3	0.0	-0.3	-0.3	0.0	...	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Overall balance, cash basis	0.9	-0.8	2.4	0.3	0.2	0.2	-0.9	0.0	-1.8	-1.7	-0.8	-1.7	-1.5	-1.4
Identified financing	-0.9	0.8	-1.1	-0.6	0.1	0.1	0.4	-0.7	0.7	1.0	0.8	1.7	1.5	1.4
External, net	-2.2	-0.6	-1.7	-0.6	-1.2	-1.2	0.7	-0.3	1.0	0.4	0.2	0.6	0.6	0.6
Project loans	0.4	0.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.3	0.4	0.4	0.0	0.0	1.0	1.0	1.0
Program loans	0.0	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Amortization due	-2.6	-1.7	-2.1	-1.6	-1.5	-1.5	-1.6	0.0	-1.3	-1.3	-2.9	-2.7	-2.6	-2.4
Exceptional financing	0.0	0.0	0.0	1.0	0.4	0.4	2.0	0.0	2.0	1.7	3.1	2.2	2.1	2.0
Paris Club ⁵	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.2	0.2	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0
Other ⁵	0.0	0.0	0.0	0.8	0.2	0.2	1.8	0.0	1.9	1.6	3.0	2.2	2.1	1.9
Domestic, net	1.3	1.4	0.5	0.0	1.2	1.2	-0.3	-0.4	-0.4	0.6	0.6	1.2	0.9	0.8
Banking system	1.3	1.4	0.5	0.0	1.2	1.2	-0.3	-0.4	-1.0	-0.2	-0.4	-0.4	-0.6	-0.7
Counterpart to IMF resources (BEAC)	0.5	-0.4	0.3	-0.5	0.3	0.3	-0.7	0.4	-0.4	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2
Central Bank	1.0	1.4	-0.3	0.7	0.8	0.8	0.4	-0.5	-0.6	0.0	0.0	-0.1	-0.3	-0.3
Commercial banks	-0.2	0.3	0.5	-0.2	0.1	0.1	-0.1	-0.3	0.0	0.0	-0.3	-0.3	-0.2	-0.2
Of which: bonds	...	...	...	...	...	...	...	...	1.7	0.0	-0.3	-0.3	-0.2	-0.2
Nonbank	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.7	0.8	1.0	1.6	1.6	1.6
Residual financing need ⁷	0.0	0.0	0.0	0.3	0.0	0.0	0.5	0.7	1.1	0.7	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Memorandum items:</i>														
Government domestic debt	24.1	24.4	23.8	19.3	23.1	23.1	16.7	...	21.5	19.1	17.4	16.5	15.5	14.6
Of which: domestic arrears	16.4	15.4	14.2	...	13.4	13.4	...	...	10.7	8.3	6.8	5.4	4.2	3.1

Sources: C.A.R. authorities; and IMF staff estimates and projections.

¹ The new classification affects mainly revenues. Some fees originally recorded as taxes are now included as nontax revenue.

² Expenditures are on a cash basis for current period expenditures, except for interest, which is recorded on a due-basis.

³ Excludes grants, interest payments, and externally financed capital expenditure.

⁴ Figure for 2006 reflects arrears clearance by the World Bank and the AfDB (CFAF 47.5 billion) and the increase in arrears to bilateral and a few multilateral creditors (CFAF 6.9 billion).

⁵ Reflects Paris Club rescheduling and moratorium agreement in April 2007.

⁶ Includes HIPC debt relief from multilateral and other bilateral creditors. For 2008–09, also includes debt service to non-Paris Club and commercial creditors.

⁷ This gap is equivalent to the proposed PRGF disbursement, including the requested augmentation.

Balance des paiements 2004 2013

	2004	2005	2006	2007		2008		2009	2010	2011	2012	2013
				Est.	Prog.	Est.	Prog.						Proj.^{2}
(CFAF billions)												
Current account	3.0	-44.6	-20.7	-34.5	-36.3	-38.1	-56.3	-58.8	-62.0	-70.0	-73.2	-76.4
Balance on goods	-11.3	-22.9	-23.8	-15.8	-20.3	-22.9	-30.8	-26.5	-26.4	-29.3	-27.4	-25.7
Exports, f.o.b., of which:	66.7	67.5	82.4	94.1	92.7	100.0	96.7	104.9	113.2	122.5	132.9	143.8
Diamonds	27.8	32.8	32.7	34.5	34.0	36.3	36.3	38.5	40.8	43.3	45.9	48.6
Wood products	28.8	25.8	39.9	45.9	45.2	48.9	46.6	49.5	52.6	55.7	58.9	62.1
Imports, f.o.b.	-78.1	-90.3	-106.2	-109.8	-113.0	-123.0	-127.5	-131.4	-139.6	-151.8	-160.3	-169.4
Petroleum products	-17.8	-17.7	-26.0	-26.3	-25.5	-29.5	-33.8	-34.9	-35.9	-37.1	-38.5	-40.1
Public investment program	-3.9	-11.2	-13.9	-11.5	-11.6	-17.2	-13.4	-14.0	-15.2	-20.7	-22.3	-23.9
Other	-56.3	-61.4	-66.3	-72.0	-75.9	-76.3	-80.3	-82.5	-88.5	-94.0	-99.5	-105.4
Services (net)	-30.1	-39.6	-37.0	-41.6	-40.7	-46.2	-45.8	-48.7	-52.1	-57.4	-62.2	-66.9
Income (net)	-0.9	-1.1	-2.1	-1.9	-4.9	-1.5	-10.6	-11.3	-11.8	-12.1	-12.9	-13.7
Credit	5.1	5.2	5.5	4.9	6.1	6.2	6.2	6.4	6.6	6.7	6.9	7.1
Debit	-6.0	-6.3	-7.6	-5.3	-11.0	-7.7	-16.8	-17.7	-18.3	-18.9	-19.8	-20.8
Of which: interest due on public debt	-5.6	-3.7	-4.5	-4.5	-3.8	-4.1	-9.3	-9.8	-10.1	-10.3	-10.8	-11.5
Current transfers (net)	45.3	18.9	42.2	24.8	29.6	32.5	30.8	27.7	28.3	28.8	29.3	29.9
Of which: official grants	14.8	2.7	26.8	...	13.2	5.0	12.1	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Capital account	3.8	12.7	41.6	31.8	33.0	11.5	13.4	16.7	18.2	19.5	38.7	41.6
Project grants ³	3.8	12.7	15.9	10.5	9.6	11.5	13.4	16.7	18.2	19.5	38.7	41.6
Capital grants and transfers	0.0	0.0	25.6	21.3	23.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financial account	-26.3	24.0	2.3	0.0	-23.5	11.7	9.6	25.7	15.1	29.3	12.3	14.8
Public sector (net)	-14.6	-4.5	-12.9	-13.1	-5.2	-11.1	-8.2	-12.0	-29.5	-18.6	-18.5	-17.8
Project disbursements	2.6	3.2	3.0	0.0	3.2	2.8	3.2	0.0	0.0	11.0	11.9	12.8
Program disbursements	0.0	4.0	0.0	0.0	4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Scheduled amortization	-17.2	-11.8	-15.9	-13.1	-12.4	-13.9	-11.4	-12.0	-29.5	-29.6	-30.4	-30.5
Private sector (net)	-11.7	28.6	15.2	13.0	-18.3	22.8	17.8	37.7	44.6	47.9	30.8	32.6
Of which: nonresident purchases of T-bills	...	...	...	...	...	...	5.9	7.9	10.5	17.3	18.7	19.9
Overall balance	-19.5	-7.9	23.2	-2.7	-26.8	-14.8	-33.3	-16.4	-28.7	-21.2	-22.2	-20.0
Identified financing	19.5	7.9	-23.2	0.3	26.8	10.1	23.5	9.8	28.7	21.2	22.2	20.0
Net official reserves movements	1.4	-9.6	17.3	-7.8	26.2	-7.6	6.1	-6.4	-3.1	-3.6	-3.4	-5.2
Net IMF credit	3.1	-2.6	2.2	-4.2	2.4	-5.8	-3.5	-2.3	-1.1	-0.6	-1.2	-2.9
Purchases and loans	4.4	0.0	5.4	0.0	15.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Repayments (cash basis)	-1.3	-2.6	-3.1	-4.2	-12.8	-5.8	-3.5	-2.3	-1.1	-0.6	-1.2	-2.9
Other reserves (increase=)	-1.8	-7.1	15.1	-3.5	23.8	-1.8	9.5	-4.1	-1.9	-3.1	-2.1	-2.3
Exceptional financing	18.2	17.5	-40.5	8.1	0.5	17.7	17.4	16.3	31.8	24.8	25.5	25.2
Debt rescheduling	...	...	...	8.1	2.9	17.7	17.4	16.3	31.8	24.8	25.5	25.2
Paris Club	...	...	...	1.5	1.5	1.5	1.0	1.0	1.3	3.6	4.6	5.6
Other exceptional financing ⁴	...	...	...	6.6	1.4	16.2	16.4	15.3	30.5	21.2	20.9	19.6
Debt payments arrears (decrease=)	18.2	17.5	-40.5	0.0	-2.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Residual financing need ⁶	0.0	0.0	0.0	2.4	0.0	4.7	9.8	6.6	0.0	0.0	0.0	0.0
Memorandum items:	(Annual percentage change, unless otherwise indicated)											
Terms of trade	-7.7	2.8	0.4	-0.5	4.0	-1.3	-3.7	-1.9	-1.6	-1.4	-1.5	0.3
Unit price of exports (US\$ basis)	0.2	10.4	6.7	3.1	8.3	0.7	2.8	-0.1	0.0	0.3	0.3	0.9
Unit price of imports (US\$ basis)	8.6	7.4	6.3	3.6	4.1	2.0	6.7	1.9	1.6	1.7	1.8	0.6
Export volumes	-1.6	-8.1	15.1	14.8	13.5	6.1	7.8	9.0	8.7	8.8	9.2	8.2
Import volumes	15.7	8.2	11.3	3.4	11.5	10.2	12.3	1.6	5.2	7.9	4.7	6.0
Export values in CFA francs	-10.3	1.1	22.2	14.2	12.5	7.8	4.3	8.5	7.9	8.2	8.5	8.2
Import values in CFA francs	14.3	15.7	17.6	3.4	6.4	8.9	12.8	3.1	6.2	8.7	5.6	5.7
Gross official reserves												
(CFAF billions, end-of-period)	72.6	79.6	64.5	68.0	40.7	69.9	31.1	35.3	37.2	40.3	42.4	44.7
(months of imports, f.o.b.)	11.2	10.6	7.3	7.4	4.3	6.8	2.9	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2
Current account (percent of GDP)	0.5	-6.3	-2.7	-4.1	-4.4	-4.8	-6.4	-6.2	-6.0	-6.3	-6.2	-6.0
Trade balance (percent of GDP)	-1.7	-3.2	-3.1	-1.9	-2.5	-2.6	-3.5	-2.8	-2.6	-2.7	-2.3	-2.0
Capital account (percent of GDP)	0.6	1.8	5.4	3.8	4.0	1.3	1.5	1.8	1.8	1.8	3.3	3.3
Total external debt (percent of GDP)	85.0	79.2	73.5	58.5	56.6	54.4	50.2	45.7	39.3	34.5	30.1	26.0
Nominal GDP (CFAF billions)	670.7	712.1	772.2	832.5	820.6	890.0	881.3	956.2	1,028	1,105	1,188	1,277

Sources: C.A.R. authorities; and IMF staff estimates and projections.

¹ The macroeconomic framework assumes that the C.A.R. reaches the HIPC completion point in 2009; the balance of payments projections incorporate debt relief expected to be delivered at the completion point.

² The external debt service includes payments to some multilateral creditors.

³ A portion (52.5 percent) of project grants is included under current transfers to reflect funds for technical assistance, expatriate military pensions, and UN programs.

⁴ Includes HIPC debt relief from multilateral and other bilateral creditors. For 2008–09, includes debt service to non-Paris Club and commercial creditors.

⁵ Figure for 2006 reflects arrears clearance by the World Bank and the AfDB (CFAF 47.5 billion) and the increase in arrears to bilateral and a few multilateral creditors (CFAF 6.9 billion).

⁶ This gap is equivalent to the proposed PRGF disbursement, including the requested augmentation.

Annexe 3: Operations en cours du Groupe de la Banque

Instrument	Secteur	Titre du projet	Date d'approbation	Montant approuvé (millions d'UC)	Montant décaissé (millions d'UC)	Taux de décaissement
FAD-10	Multisectoriel	Projet d'appui a la réhabilitation des capacités de planification économique (PARCPE)	07/21/2006	3,3	1,69	51%
FAE	Eau et Assainissement	Etude approvisionnement en eau potable et assainissement (AEPA) 16 centres	08/09/2007	1,282	0,635	50%
FAD-10	Multisectoriel	Programme d'appui aux réformes économiques (PARE)	06/15/2007	6,5	6,5	100%
Enveloppe régionale FAD-10	Transport	RCA - Programme régional de facilitation des transports	07/05/2007	27,8	0	0%
Surplus apurement des arriérés	Multisectoriel	Financement supplémentaire (surplus généré par l'apurement des arriérés) adossé au PARE	24/12/2007	3,797	3,797	100%
		Total		42,679	12,622	30%*

* Le taux de décaissement serait de 85% si on ne prend pas en compte le Programme régional de facilitation du transport approuvé en juillet 2007 pour un montant de 27,8 millions d'UC (43% du portefeuille) et qui n'a pas encore commencé à décaisser.

Annexe 4: Indicateurs de performance et de gestion du portefeuille de la Banque

Indicateurs	Baseline (décembre 2006)	Situation à mi-parcours (mars 2008)
Evaluation du portefeuille		
Nombre de projets en cours	1	4
Durée moyenne de mise œuvre (année)	3	2
Pourcentage de projets à problème	0%	0%
Pourcentage de projets à risque	0%	0%
Engagements à risque	0%	0%
Taux de décaissement	0% *	30% **
Gestion du portefeuille		
CPPR durant l'année (oui/non)	non	Oui
Moyenne de supervisions	1	1
Taille moyenne des opérations	3,3	18,25

* Le PARCPE a été approuvé en juillet 2006 mais a commencé à décaisser en 2007.

** Le taux de décaissement serait de 85% si on ne prend pas en compte le Programme régional de facilitation du transport approuvé en juillet 2007 pour un montant de 27,8 millions d'UC (43% du portefeuille) et qui n'a pas encore commencé à décaisser.

Annexe 5 : Evaluation de l'efficacité de l'aide au développement en 2007

Aspect	Indicateur	Résultat	Défi	Action prioritaire
Appropriation	1. Stratégie de développement opérationnelle	D	- Mise en œuvre des stratégies sectorielles - Manque de liens stratégiques avec le budget	- Formuler et valider les stratégies et plans d'action pour les secteurs prioritaires - Etablir des cadres de dépense à moyen terme aux niveaux global et sectoriels
Alignement	2. Systèmes nationaux de gestion des finances publiques (GFP) fiables	2.0	- L'aide décaissée n'est pas prise en compte dans le budget - Les donateurs utilisent peu les systèmes nationaux de GFP	- Elaborer des manuels et des guides de procédures - Renforcer les capacités - Améliorer, réformer les systèmes nationaux de GFP
	3. Systèmes nationaux de passation des marchés fiables	-		
	4. Aide alignée sur les priorités nationales	36%		
	5. Renforcement des capacités par un soutien coordonné	37%		
	6. Utilisation des systèmes nationaux de gestion des finances publiques (GFP)	24%		
	7. Utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés	10%		
	8. Eviter structures de mise en œuvre parallèles	11 45%		
	9. Aide est davantage prévisible	87%		
	10. Aide est non liée			
	Harmonisation	11. Procédures/dispositifs communs			30%	- Les donateurs utilisent peu les dispositifs communs	- Centraliser et diffuser l'information
12. Missions conjointes		15%		
13. Travaux analytiques conjoints		31%		
Gestion axée sur les résultats	14. Cadre d'évaluation des performances existe	D	- Manque de capacités statistiques	- Etablir un véritable système de suivi-évaluation
Responsabilité mutuelle	15. Mécanisme d'examen mutuel des progrès existe	Oui	- Absence d'un système d'évaluation mutuelle	- Etablir un système d'évaluation mutuelle

1. Note allant de A à E

2. Note allant de 6 à 1

4. Objectif : au moins 85% de l'aide publique déclarée par les donateurs est enregistré au budget d'ici 2010

5. Objectif : au moins 50% de la coopération technique est mise en œuvre à travers des programmes coordonnés d'ici 2010

6. Pourcentage l'aide publique passant par les systèmes nationaux de GFP

7. Pourcentage l'aide publique passant par les systèmes nationaux de passation des marchés

8. Objectif : au plus 11 structures de mise en œuvre parallèles d'ici 2010

9. Objectif : 100% des décaissements de l'aide programmés sont enregistrés dans les comptes nationaux

10. Pourcentage de l'aide déliée

11. Objectif : au moins 66% de l'aide publique est mise en œuvre dans le cadre d'approches basées sur des programmes d'ici 2010

12. Objectif : au moins 40% des missions sur le terrain ont été effectuées conjointement d'ici 2010

13. Objectif : au moins 66% des travaux analytiques ont été effectués conjointement d'ici 2010

14. Note allant de A à E

Annexe 6 : Progrès vers les OMD

	1990	1995	2000	2005	Eventualité d'atteindre les OMD
Objectif 1: Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim					
Part du cinquième le plus pauvre dans le revenu national	..	2.0	Information insuffisante
Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale	..	23.2	24.3	..	
Indice d'écart de la pauvreté à 1 \$ par jour (PPA) (%)	..	38.1	..	..
Population disposant de moins d'un dollar par jour (PPA) (%)	..	66.6	..	..
Population vivant au dessus de la ligne de pauvreté nationale (%)	..	..	..	..
Prévalence de la malnutrition (% de la population)	50	52	..	44	
Objectif 2: Assure l'éducation primaire pour tous					
Taux d'alphabétisation d'hommes et de femmes de 15 à 24 ans	52	59	Improbable
Proportion d'écoliers atteignant la cinquième année de l'enseignement primaire	23	..	..	..
Proportion d'écoliers achevant la cinquième année de l'enseignement primaire	29	..	..	23
Taux net de scolarisation dans le primaire	52	..	..	..
Objectif 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes					
Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national	4	4	7	11	Improbable
Rapport filles / garçons dans l'enseignement primaire et secondaire	59	..	65	65	
Rapport filles / garçons de 15 à 24 ans alphabétisés	60	..	..	67
Pourcentage de salariées dans le secteur non agricole qui sont femmes	30.4	..	..	..
Objectif 4: Réduire la mortalité infantile					
Proportion d'enfants (âges 12-23 mois) vaccinés contre la rougeole	83	46	36	35	Improbable
Taux de mortalité infantile (par 1 000 naissance)	102	107	115	115	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (par 1 000)	168	180	193	193	
Objectif 5: Améliorer la santé maternelle					
Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	..	46	44	..	Information insuffisante
Taux de mortalité maternelle (estimation par 100 000 naissance)	..	..	1,100	..
Objectif 6: Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies					
Enfants orphelins du VIH/SIDA	..	15	28	..	Improbable
Utilisation de contraceptifs (% de femmes de 15-49 ans)	117	205	280	314	
Incidence de la tuberculose (par 100 000 personnes)	..	..	..	7.3
Prévalence du VIH parmi les femmes (% de femmes 15-24 ans)	..	..	..	10.7
Prévalence du VIH (% de la population de 15-49 ans)	..	61	9	40	
Cas de Tuberculose détectés et soignés dans le cadre DOTS (%)	0.1	0.1	0.1	0.1	
..	
Objectif 7: Assurer un environnement durable					
Total des émissions de CO2 (tonnes par habitant)	37	..	37	37	Information insuffisante
Zones forestières (% de la superficie)	..	..	..	..
PIB par unité d'énergie utilisée (\$ constant 2000 PPA par kg de pétrole)	23	..	..	27
Proportion de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement	52	..	..	75
Proportion de la population ayant accès à une source d'eau meilleure	..	..	..	16.6
Proportion des zones terrestres et maritimes protégées	83	49	20	24	
Objectif 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement					
Aide par habitant (US\$ courant)	12.5	11.8	Improbable
Service de la dette publique en pourcentage des exportations de biens et services	2	2	4	27	
Nombre d'abonnés au téléphone fixe et portable (par 1 000 personnes)	..	0	1	3	
Nombre d'internautes (par 1 000 personnes)	..	..	2	3
Nombre d'ordinateurs personnels (par 1 000 personnes)	13.2	12.9	..	..
Service de la dette en pourcentage des exportations de biens, services et revenus	..	..	..	..
Proportion de jeunes femmes de 15-24 ans en chômage	..	..	..	..
Proportion de jeunes homes de 15-24 ans en chômage	..	..	..	..
Proportion de jeunes de 15-24 ans en chômage	5.6	5.4	5.1	4.7	

Source: Base de données des Indicateurs de Développement dans le monde, Banque mondiale

Données en italiques sont relatives à des périodes autres que celles spécifiées